

Pourquoi tant de dynasties ?

En Belgique, plus qu'ailleurs, on est homme politique de père en fils. Tentative d'explication.

—De Standaard Bruxelles

Si le futur échevin anversoïse [il succédera à Claude Marinower en 2022] Willem-Frederik Schiltz (Open VLD) a atterri en politique, c'est bien à cause de son arbre généalogique. A une époque lointaine, les liens de parenté étaient le principe le plus important dans la transmission du pouvoir politique. La démocratie représentative a fait régresser l'importance de la filiation pour consacrer celle des élections. Mais les lignées politiques n'ont pas disparu pour autant, y compris dans nos démocraties occidentales.

Dans la littérature internationale, Herman Van Rompuy fait même figure de cas d'école. Ce chrétien-démocrate s'est fait connaître en tant que président du CD&V, Premier ministre de Belgique et finalement [tout premier] président permanent du Conseil européen, mais son frère, sa sœur, son épouse et ses deux fils sont également actifs en politique. Et son parti compte de nombreux autres exemples. L'actuel président du CD&V Joachim Coens n'est autre que le fils de l'ancien ministre Daniel Coens. L'actuel ministre Vincent Van Peteghem est également issu d'une lignée CD&V. Et il y a encore tous ces cas où la filiation est moins visible, comme celui de l'ancien ministre [de la Justice] Koen Geens, beau-fils de l'ancien ministre Jos Dupré.

Et il n'y a pas qu'au CD&V. Sans son père Herman, Alexander De Croo (Open VLD) n'aurait jamais atterri en politique, sans parler d'occuper son actuel poste de Premier ministre. On peut dire la même chose de Charles Michel (fils de Louis), mais aussi de son frère Mathieu, le nouveau secrétaire d'Etat à la Digitalisation. Et, sans être exhaustif, on peut continuer la liste avec les familles Dewael, Van den Bossche, Tobback, Dillen, Vanvelthoven, Anciaux, Detiège, Claes, Loones...

Le phénomène est de toutes les époques, mais caractérise surtout les partis traditionnels.

Les dynasties politiques ne sont pas un phénomène typiquement belge. Le professeur Daniel Smith, de Harvard, s'est attelé à une comparaison internationale en 2016. La Thaïlande et les Philippines arrivaient en tête, environ 40% du personnel politique étant apparenté à l'une ou l'autre lignée familiale. L'Allemagne fermait la marche avec seulement 2%. La Belgique se situait au-dessus de la moyenne avec un score compris entre 10 et 15%. En Europe, seules, la Grèce, l'Irlande et l'Islande affichaient des proportions plus élevées. Les autres pays européens se situaient entre 5 et 10%, un niveau jugé "normal pour une démocratie en bonne santé" par l'auteur.

Persistance nationale. La Belgique fait en outre preuve d'une certaine constance à cet égard. Alors que le phénomène tend plutôt à s'amenuiser ailleurs, le nombre de dynasties augmente chez nous. Les États-Unis, par exemple, ont la réputation d'être le berceau de nombreuses lignées, mais le phénomène a chuté à 6% au cours des dernières décennies, même si cette image semble contredite par quelques exemples très connus (les familles Clinton et Bush...)

La participation exerce en la matière une influence détermi-

nante. C'est le président qui a le dernier mot sur la composition des listes électorales. Outre le fait de porter un nom connu, avoir un père ou une mère influent(e) est également un atout certain. De plus, l'enquête a montré que ceux dont les parents ambitionnaient un mandat politique étaient plus enclins, à concurrence de 10% supplémentaires, à entamer eux-mêmes une carrière politique. Avoir une tradition familiale en la matière tend à vous inoculer le virus de la politique.

La politologue Brenda Van Coppenolle, de l'Université d'Essex, a calculé, en 2014 et à partir des résultats des élections de 2010, l'avantage qu'il y avait à faire partie d'une dynastie politique. Tout d'abord, l'électeur aime bien les lignées politiques, même s'il tend à prétendre le contraire dans les sondages. (Aux États-Unis également, la popularité du phénomène est inversément proportionnelle aux résultats électoraux.) Résultat : un nombre de voix de préférence supérieur de 17 à 25% à celui des autres et trois fois plus de chances d'être élu; le pouvoir appelle le pouvoir.

Les autres avantages, même s'il est plus difficile de généraliser à cet égard, sont de meilleures places sur les listes et un temps de parcours politique réduit avant d'accéder à un portefeuille ministériel. Les exemples types à cet égard sont Freya Van den Bossche (28 ans) et Charles Michel (24 ans). Conclusion de Brenda Van Coppenolle: les électeurs tendent à considérer les dynasties politiques comme un plus qualitatif.

Avec Benny Geys (VUB et Norwegian Business School),

Daniel Smith a fait un état des lieux dans *The Economic Journal*. Les dynasties politiques n'offrent que peu d'avantages en termes de démocratie: les liens familiaux soulignent l'attachement local, ce qui résulte en une plus grande implication à ce niveau, et les dynasties ouvrent également plus facilement la voie à une féminisation du personnel politique.

Pour le reste, elles peuvent déboucher sur une diminution de la qualité du personnel politique. La comparaison a été faite avec le personnel politique féminin, dont on exige des prestations bien supérieures avant de le laisser prendre l'ascendant sur un collègue masculin: de même, dépasser quelqu'un qui porte un nom connu demandera souvent des efforts gigantesques.

Comme ceux qui sont issus d'une lignée font plus facilement carrière, il y a aussi le risque qu'ils se montrent moins dynamiques: c'est l'effet Carnegie. Les enquêtes montrent que les régions dominées par de grandes familles de responsables politiques tendent à avoir une économie moins dynamique. Benny Geys a étudié en particulier la situation italienne et a constaté aussi que le niveau d'études des politiciens locaux tendait à diminuer lorsque l'appartenance familiale de ceux-ci le prédestinait à une carrière politique.

Globalement, les dynasties politiques sont génératrices de déficit démocratique. Elles avantagent ceux qui ont le bras long et un réseau. Et quand il en est ainsi, il ne peut plus vraiment être question de faire jeu égal dans l'arène politique.

—Bart Brinckman
Publié le 6 janvier

